

Nouvelles locales du jeudi 05 janvier 2012

@rib News, 05/01/2012 | Justice- Les avocats de Jean Baptiste Manwangari ne sont pas d'accord avec la décision de la Cour suprême qui se dit compétente pour juger Manwangari. Ils affirment que leur client n'a pas de privilège de juridiction et donc que le tribunal de grande instance de Bujumbura Mairie est compétent pour l'affaire. Selon eux la Cour suprême devrait se dessaisir du dossier. [Rpa]

- Deuxième comparution de Hassan Ruvakuki devant le tribunal de grande instance de Cankuzo. L'audience n'a pas pu avoir lieu puisque les avocats des accusés ont relevé une autre question juridique concernant la maison de détention des accusés. En effet, la loi est claire en la matière. Une personne qui comparaît devant le tribunal doit être incarcérée dans une prison et non dans les cachots de la police. Etant donné que le ministère public est une partie au procès, il est au même pied d'égalité avec les prévenus et donc il est logique que les prisonniers qui sont en prisons échappent à l'autorité contrairement à ceux qui sont dans les cachots policiers. [Rpa/Isanganiro/Rtr]- Le ministère public ne le voit pas de cet œil. En effet, selon lui, il n'y a pas de prison qui puisse les accueillir par manque de place. Il constate plutôt qu'il agit d'une manière dilatoire pour ne pas faire avancer le procès. La défense quant à elle affirme que le Parquet garde la mainmise sur ces détenus afin d'influencer leur déclarations et aveux. [Rpa/Rtr/Bonesha]

Droit de l'homme- Bukuru Moise, un enseignant de la zone Kinyinya en commune Ruyigi, est emprisonné depuis 30 jours. Il est accusé de détention illégale d'armes, ce que dément sa famille qui y voit plutôt un autre mobile de nature politique puisqu'il est membre du parti Frodebu et que depuis ces 30 jours, il n'a pas comparu. La famille fait savoir qu'elle ne comprend pas la raison de cette détention puisque la peine de six mois à laquelle il avait été condamné pour la même infraction a été éteinte et remment exécutée. [Rpa]- Le cachot de la police en province de Gitega est surpeuplé. Alors qu'il était conçu pour accueillir 20 détenus, il en compte actuellement 60. Ceci cause des maladies aux détenus et ceux qui viennent leur rendre visite ne les voient pas ou difficilement à cause des effectifs élevés. Ils demandent que le cachot agrandi afin qu'ils soient aérés. [Rpa]

Société- Un père a été sauvagement battu par ses propres enfants et il a pris fuite. Ces derniers ont vite fait louer ses propriétés à des personnes étrangères. Il demande qu'il soit réhabilité dans ses propriétés selon lui, ses enfants veulent lui succéder alors qu'il est encore en vie. Le gouverneur demande à l'administrateur de commune Kirundo de réhabiliter cet homme dans ses droits en expulsant lesdits locataires pour les restituer à son propriétaire. [Rpa]- Les anciens combattants blessés au combat demandent au ministre de la Défense nationale et des Anciens combattants de leur faciliter l'accès à tout ce dont ils ont droit. Cassien Bizabigomba, président de l'association des militaires blessés sur le champ de bataille, fait savoir que ces militaires devraient avoir une carte d'assurance, une indemnité de risque, des logements en rapport avec leur état de santé. Ils ne comprennent pas pourquoi leur âge de retraite est fixé anticipativement à 40 ans. Ils demandent en outre que les prothèses et les autres instruments qui leur facilitent la vie leur soient octroyés. Le porte-parole du ministère affirme qu'il n'a pas encore vu cette correspondance que la question des militaires handicapés est connue et préoccupe plus d'un. [Rpa/Rtr]- Claudine Niragira a été battue mort par son mari Félix Nzeyimana un officier de la police Nationale. Il lui reproche d'avoir commis des fautes qu'il ne saurait tolérer. La femme a été transportée par ses voisins à l'hôpital Roi Khaled où elle a été admise dans le opératoire pour enfin être transférée dans la salle de réanimation en compagnie des membres de sa famille. Le mari quant à lui a été arrêté. [Rtr]

Politique- La Parti des Travailleurs pour le Développement (PTD-Twungurunani) demande que le processus de privatisation des entreprises publiques soit arrêté et que les entreprises privatisées soient remises à l'Etat. Le président de ce parti fait savoir lors d'un point de presse que la privatisation fait perdre au gouvernement beaucoup d'argent et engendre le chômage, l'augmentation des prix, un manque à gagner au trésor public. Selon lui le gouvernement ne le fait pas, tôt ou tard ces entreprises vont revenir aux mains de l'Etat. Il a surtout évoqué la privatisation de la filiale café qui faisait entrer au trésor public près de 80% des entrées financières. Après la privatisation, ces rentrées seront sans doute diminuées. [Rpa/Rtr]

Sécurité- Après qu'une personne qui volait un compteur électrique dans la commune urbaine de Cibitoke ait été appréhendée, la REGIDSO demande à la population de veiller sur les installations. Elle se dit satisfaite du fait que la population comprend le bien fondé des rondes en tout temps puisqu'il y a des personnes qui se font passer pour des agents de la REGIDSO alors que ce sont des voleurs. [Rtnb]